

Intégrer les politiques et les actions en matière de climat et de biodiversité: perspectives de l'IPBES et du GIEC

Le **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)** et la **Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)** sont des organismes reconnus internationalement qui **fournissent des évaluations reconnues, fondées sur la science et pertinentes sur le plan politique** sur les connaissances existantes en matière de changement climatique et de biodiversité, respectivement. Tous deux sont des organismes intergouvernementaux indépendants administrés dans le cadre du système des Nations Unies. Leurs évaluations sont élaborées selon un processus rigoureux, avec la participation d'un large éventail d'experts et une légitimité intergouvernementale.

Références

- IPBES. 2019. Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services. Edited by S. Díaz et al. IPBES. DOI: [10.5281/zenodo.3553579](https://doi.org/10.5281/zenodo.3553579).
- IPBES. 2024. Summary for Policymakers of the Thematic Assessment Report on the Interlinkages among Biodiversity, Water, Food and Health [the Nexus Assessment]. Edited by P. D. McElwee et al. IPBES secretariat, Bonn, Germany. DOI: [10.5281/zenodo.13850289](https://doi.org/10.5281/zenodo.13850289).
- IPBES. 2024. Summary for Policymakers of the Thematic Assessment Report on the Underlying Causes of Biodiversity Loss and the Determinants of Transformative Change and Options for Achieving the 2050 Vision for Biodiversity [the Transformative Change Assessment]. Edited by K. O'Brien et al. IPBES secretariat, Bonn, Germany. DOI: [10.5281/zenodo.11382230](https://doi.org/10.5281/zenodo.11382230).
- IPCC. 2022. Summary for Policymakers. In: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability [AR6 WGII]. Edited by H.-O. Pörtner et al. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 3–33. DOI: [10.1017/9781009325844.001](https://doi.org/10.1017/9781009325844.001).
- IPCC. 2023. Summary for Policymakers. In: Climate Change 2023: Synthesis Report [ARR 6 Synthesis Report]. Edited by H. Lee and J. Romero. IPCC, Geneva, Switzerland, pp. 1–34. DOI: [10.59327/IPCC/AR6-9789291691647.001](https://doi.org/10.59327/IPCC/AR6-9789291691647.001).

Changement climatique et perte de biodiversité: des crises interconnectées

- Le climat et la biodiversité sont inextricablement liés et s'influencent mutuellement de manière complexe, avec de nombreux effets en cascade et boucles de rétroaction potentiels. Cette interdépendance signifie que la multiplication des crises en matière de changement climatique et de perte de biodiversité ne constituent pas des défis distincts, mais partagent des causes sous-jacentes communes ([atelier conjointement organisé par le GIEC et l'IPBES en 2020](#)); voir Figure 1) et leurs impacts peuvent nuire à la santé et au bien-être des populations ([IPBES Nexus Assessment SPM KM-A1](#)).
- Les politiques ou interventions isolées ciblant indépendamment le changement climatique ou la perte de biodiversité sont insuffisantes, voire contre-productives. Les efforts menés pour résoudre un problème peuvent involontairement aggraver l'autre. Une approche intégrée dans l'élaboration des politiques et les actions menées pour faire face aux deux crises offre la possibilité de maximiser les avantages pour le climat, la nature et la société ([IPBES Nexus Assessment SPM KM-C2, KM-B3](#)), d'optimiser l'utilisation des ressources, et de renforcer la résilience des systèmes naturels et humains ([IPCC AR6 WGII SPM D4](#)).
- Les IPBES Transformative Change and Nexus Assessments mettent en avant la nécessité d'approches globales au niveau de l'« ensemble de la société » (impliquant tous les secteurs de la société) et de l'« ensemble du gouvernement » (impliquant tous les niveaux de gouvernement) pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la perte de biodiversité, qui découlent de nos modes de vie, de production et de consommation dominants. Cet appel fait écho à la nécessité d'une action urgente de développement résilient face au climat grâce à des choix justes et équitables et à des actions intégrées à travers les différents niveaux de gouvernance, secteurs et cadres temporels ([IPCC AR6 WGII SPM D1 and D2](#)). La Fig. 1 illustre également les domaines prioritaires pour des réponses politiques alignées.

FACTEURS INDIRECTS

FACTEURS DIRECTS

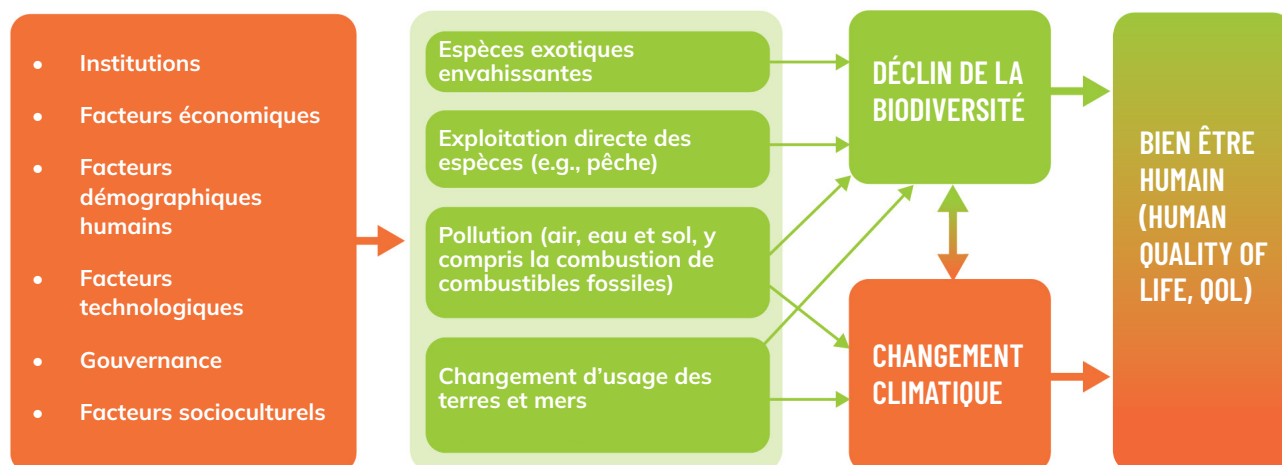


Fig. 1: Facteurs communs de la perte de biodiversité et du changement climatique (atelier organisé conjointement par le GIEC et l'IPBES)

Synergies et compromis dans les solutions pour l'action en faveur du climat et de la biodiversité

Les gouvernements peuvent promouvoir des solutions qui répondent au changement climatique et à la perte de biodiversité grâce à des stratégies intégrées qui identifient et gèrent les synergies et les compromis à travers les secteurs, les systèmes et les niveaux. L'une des [principales conclusions](#) de l'atelier co-organisé en 2021 par l'IPBES et le GIEC -IPCC met en avant le fait que des actions bien conçues peuvent générer de multiples avantages tout en minimisant les effets indésirables, en particulier lorsqu'elles sont guidées par une gouvernance inclusive, des objectifs clairs et des politiques coordonnées.

L'IPBES et le GIEC ont exposé des voies d'action concrètes pour permettre aux gouvernements de concevoir des politiques réduisant les compromis et favorisant potentiellement des avantages conjoints. Parmi les stratégies clés, on retrouve:

1 Une planification intégrée ([IPBES Nexus Assessment SPM C6](#))

- **L'intégration de l'aménagement du territoire, des espaces marins et des zones urbaines** peut harmoniser les objectifs entre divers secteurs et niveaux de gouvernance (voir Tableau 1), tels que l'agriculture, l'énergie et la conservation de la nature, afin d'optimiser l'utilisation des territoires et des mers tout en minimisant les compromis ([IPCC AR6 Synthesis Report SPM C.3.5](#)). Cette approche peut tirer parti de solutions « gagnant-gagnant » telles que des **solutions fondées sur la nature** (NbS) et des infrastructures vertes afin de fournir des solutions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et des avantages pour la biodiversité et la société.

- **L'aménagement spatial urbain** peut intégrer des **toitures végétalisées, des parcs et des forêts urbaines** (par exemple, des arbres dans les rues, des couloirs verts, etc.) pour rafraîchir les villes ([IPCC AR6 Synthesis Report SPM A.3.2](#)), gérer l'eau et améliorer la biodiversité, en améliorant ainsi la santé publique ([IPBES Nexus Assessment Figure SPM. 8](#)).

2 Des instruments économiques et financiers durables

- **Tarification du carbone:** Les mécanismes de tarification du carbone (par exemple, les taxes sur le carbone et les échanges sur les quotas d'émissions) peuvent favoriser la réduction des émissions et la protection des écosystèmes, tout en générant des recettes publiques. L'AR6 Synthesis Report SPM du GIEC ([C.6.4](#)) souligne que la tarification du carbone à plus grande échelle, dont les recettes servent à soutenir les ménages et les communautés vulnérables, contribue à une transition équitable.
- **Réforme fiscale:** Les gouvernements peuvent jouer un rôle essentiel en réformant les politiques fiscales en fonction des circonstances nationales — **en supprimant, en réduisant ou en réformant les subventions néfastes** (par exemple, pour les combustibles fossiles et l'agriculture non durable) et en faisant la promotion d'incitations positives. Un tel changement peut nécessiter des interventions coûteuses à court terme, mais peut présenter des avantages à long terme en redirigeant les flux financiers vers les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la restauration des écosystèmes ([IPBES Nexus Assessment C5, C9, D3, IPCC AR6 Synthesis Report SPM C.2.5, C.6.4](#)).

3

Des cadres juridiques et réglementaires durables

- **Conservation par zones: Les Zones protégées (ZP) et Autres mesures de conservation efficaces par zones (AMCEZ)** peuvent garantir l'intégrité des écosystèmes et ainsi préserver leur capacité naturelle à contribuer à l'atténuation du changement climatique (par exemple, grâce au stockage du carbone) et à l'adaptation (par exemple, la végétation et les récifs coralliens peuvent protéger les zones côtières des inondations). Les services qu'elles fournissent sont inestimables, dans la mesure où elles soutiennent les moyens de subsistance et le bien-être des populations en leur fournissant de la nourriture, des loisirs et une régulation de l'eau ([IPBES Nexus Assessment B2, C1, IPCC AR6 WGII SPM D4](#)).
- **Études d'impact:** Les études d'impact environnemental (EIE) et les études environnementales stratégiques (EES) peuvent permettre d'identifier, de prévoir et d'atténuer les effets négatifs du développement sur le climat et la biodiversité, en particulier dans le domaine de l'énergie et des infrastructures. Ces outils peuvent faciliter l'intégration des considérations relatives au climat et à la biodiversité dans la planification dès le départ, comme le souligne l'IPBES Global Assessment (2019).
- **Réglementations et incitations sectorielles:** La mise en œuvre de réglementations durables (par exemple, la prévention et la restauration de dégradation des sols et des écosystèmes, la promotion d'une agriculture adaptée au climat) et la proposition d'incitations pour les pratiques présentant des avantages pour la biodiversité et le climat peuvent modifier les comportements dans les secteurs forestiers et agricoles. Les programmes d'atténuation basés sur les forêts intégrant des garanties sociales et environnementales (par exemple, les Garanties de Cancun) adoptés dans le cadre de la CCNUCC pour guider le programme des Nations Unies de réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (UN-REDD+) sont considérés comme essentiels pour prévenir les effets pervers et promouvoir les avantages communs pour la nature et les populations.

4

Collaboration et engagement intersectoriels

- **Gouvernance coordonnée:** Une action intégrée s'appuie sur des mécanismes de coordination solides et une gouvernance inclusive et intégrée ([IPCC AR6 Synthesis Report SPM C.1](#)). Cela peut impliquer la création de partenariats, la suppression des cloisonnements et l'harmonisation des politiques grâce à une meilleure communication et des objectifs communs.
- **Mécanismes institutionnels:** Pour mettre en œuvre une telle collaboration, des mécanismes de gouvernance institutionnelle, tels que des plateformes multipartites, des comités interministériels et des dialogues intersectoriels réguliers sont essentiels. Ces mécanismes aident à identifier les synergies, à réduire les compromis et à garantir que les politiques sont à la

fois efficaces et socialement inclusives. L'AR6 Synthesis Report SPM du GIEC ([C.6](#)) souligne l'importance d'objectifs clairs, d'une coordination entre les domaines politiques et de processus inclusifs pour une action climatique efficace. L'IPBES Nexus Assessment SPM ([KM-D1](#)) souligne que des « approches gouvernance nexus » holistiques, équitables, adaptatives et participatives peuvent favoriser des solutions intégrées et globales pour l'ensemble de la société.

- **Diversité des connaissances:** La coopération et la prise de décision inclusive avec les peuples autochtones et les communautés locales ainsi que la reconnaissance des droits inhérents aux peuples autochtones sont essentiels pour tirer parti des divers systèmes de connaissances pouvant permettre des actions crédibles en matière de climat et de biodiversité. L'inclusivité favorise un développement résilient au climat, une adaptation et une atténuation dans tous les écosystèmes, et garantit des solutions localement adaptées et socialement acceptables ([IPBES Transformative Change Assessment SPM KM-8](#) ; [IPCC AR6 Synthesis Report SPM C.3.6, C.6.5](#)).
- **Renforcement des capacités et partage des connaissances:** La promotion d'environnements d'apprentissage collaboratifs, la formation et le partage des enseignements tirés des décideurs politiques et des praticiens permettent également de renforcer les approches intégrées ([IPBES Global Assessment SPM D3](#); [IPBES Nexus Assessment SPM D5](#); [IPCC WGII SPM C.5](#)).

5

Investissement dans la recherche, le suivi et l'innovation

- La recherche joue un rôle essentiel dans la mise en évidence des liens entre le climat et la biodiversité, dans l'identification des points de basculement potentiels et dans le développement des solutions innovantes.
- Les investissements dans des cadres de suivi et d'évaluation solides permettent de garantir la responsabilité et de suivre les progrès vers des résultats intégrés (par exemple, la façon dont les projets NbS contribuent à la fois à la séquestration du carbone et au rétablissement des espèces). Ces approches fondées sur les preuves soutiennent également la gestion adaptative ([IPCC AR6 Synthesis Report SPM C.5.5](#)).

6

Éducation et sensibilisation du public

- La sensibilisation du public et l'éducation permettent aux individus, aux communautés et aux décideurs d'agir. Grâce à la sensibilisation au climat, à l'éducation à la biodiversité et aux approches communautaires, les individus acquièrent une meilleure perception des risques et sont plus enclins à modifier leurs comportements. Les campagnes, la réforme des programmes scolaires et les services climatiques peuvent par conséquent réorienter la demande vers des choix à faibles émissions de carbone et respectueux de la diversité, façonnant ainsi des sociétés plus durables ([IPBES Transformative Change Assessment SPM B10](#) ; [IPCC AR6 Synthesis Report SPM C.3.8](#)).

Tableau 1: Exemples d'actions pour les différents niveaux de gouvernance

Les actions intégrées doivent être coordonnées à tous les niveaux :

Les efforts de conservation locaux bénéficient du soutien des politiques nationales et mondiales.

Niveau	Actions	Exemples	Sources
Local	<p>Impliquer les peuples autochtones et les communautés locales dans la gestion des écosystèmes.</p> <p>Mettre en œuvre des projets de verdissement et de conservation urbains.</p>	<p>Les actions menées par les communautés et les mesures de restauration contribuent à atténuer les effets du changement climatique et à offrir des « refuges » aux espèces d'eau douce touchées. Par exemple, les Skolt Sámi de Finlande ont mis en place des mesures d'adaptation pour aider à la survie des stocks de saumon atlantique, qui revêtent une importance culturelle, dans le bassin versant de Näätsmä.</p>	<p>IPBES Global Assessment (Chapitre 4)</p>
National	<p>Aligner les politiques nationales en matière de climat et de biodiversité.</p> <p>Mettre en place des paiements pour les services écosystémiques (PSE) et des marchés du carbone qui récompensent la protection de la biodiversité.</p> <p>Développer des organismes de coordination interministériels.</p> <p>Soutenir la recherche et les services de vulgarisation afin de promouvoir des technologies intelligentes sur le plan climatique et respectueuses de la biodiversité.</p>	<p>Le programme de paiement pour services écosystémiques (PSE) du Costa Rica intègre la conservation des forêts à l'atténuation des changements climatiques et au développement rural. Ce programme indemnise les propriétaires fonciers qui préservent les forêts, séquestrent le carbone et protègent les sources d'eau, contribuant ainsi aux objectifs nationaux en matière de climat et de biodiversité.</p>	<p>IPBES Global Assessment (Chapitre 5)</p>
Mondial	<p>Renforcer les traités internationaux et les mécanismes financiers.</p> <p>Augmenter le financement des initiatives conjointes en faveur du climat et de la biodiversité.</p> <p>Partager les technologies et les bonnes pratiques.</p> <p>Encourager la fixation d'objectifs ambitieux en matière de conservation et renforcer les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature.</p>	<p>Avec le soutien du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les pays d'Amérique latine intensifient leurs initiatives conjointes en matière de climat et de biodiversité. L'Argentine fait progresser la gestion écosystémique des pêches, tandis que le Chili, le Pérou et la Colombie encouragent la pêche durable, la résilience côtière et le renforcement des capacités des pêcheurs. Ces efforts renforcent l'adaptation, soutiennent les moyens de subsistance et favorisent la collaboration intersectorielle.</p>	<p>IPCC AR6 WGII (Chapitre 12)</p>

Conclusion et recommandations

Le changement climatique et la perte de biodiversité exigent des actions concertées. Des stratégies intégrées s'appuyant sur les conclusions du GIEC et de l'IPBES peuvent favoriser des solutions communes à tous les niveaux et dans tous les secteurs, afin de créer un avenir résilient et durable pour les populations et la planète. Cette fiche d'information vise à aider les décideurs gouvernementaux à concevoir des stratégies coordonnées pour la résilience climatique et la conservation de la biodiversité. Elle formule les recommandations suivantes:

- 1 Intégrer la biodiversité et le climat** dans tous les secteurs.
- 2 Promouvoir une gouvernance inclusive et participative**, notamment en impliquant les peuples autochtones et les communautés locales.
- 3 Aligner les objectifs et les indicateurs** – harmoniser les stratégies, les objectifs et les systèmes de suivi en matière de climat et de biodiversité.
- 4 Investir dans des solutions présentant des avantages conjoints** – donner la priorité aux actions qui traitent simultanément les crises de la biodiversité et du climat
- 5 Renforcer la collaboration entre les conventions** – renforcer les synergies entre les traités, accords et plateformes internationaux et régionaux sur le climat et la biodiversité, tels que l'Accord de Paris, le Cadre mondial de Kunming à Montréal pour la biodiversité et le Pacte vert pour l'Europe.



Funded by
the European Union

respin-project.eu

RESPIN project



This project receives funding from the European Union's Horizon Europe research and innovation programme under grant agreement No. 101135490. Views and opinions expressed are those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Research Executive Agency (REA). Neither the EU nor the REA can be held responsible for them.